

DÉBAT PUBLIC MONTAGNE D'OR EN GUYANE

Des alternatives à un projet destructeur et passéiste

La Guyane française offre une double spécificité : appartenir à la forêt amazonienne et être une région de la France et de l'Europe, au cœur du continent sud-américain. Sa population regroupe différentes cultures, témoins de l'histoire guyanaise : Amérindiens, Noirs Marrons, Créoles, Européens... ces différentes cultures s'enrichissent de nouveaux apports grâce à l'arrivée d'immigrés plus récents venus du Brésil, du Suriname, d'Haïti, d'Indonésie, du Laos, de Chine, etc. La citoyenneté française assure les mêmes droits pour tous mais l'État n'assure pas correctement ses pouvoirs régaliens (justice, santé, scolarité, sécurité...).



Enfin, les indicateurs socio-économiques, globalement tous dans le rouge, témoignent des difficultés structurelles.

Dans ce contexte, le projet de Montagne d'Or est présenté comme une opportunité de « développement » pour le territoire.



Pour nos associations, cette affirmation est un leurre complet : ce projet est représentatif d'un modèle de développement passéiste et non soutenable. Loin d'initier un développement économique et social pérenne, il prévoit une exploitation intensive et de courte durée des richesses locales, sans bénéfices stables pour les populations locales et avec un coût important pour la puissance publique.

Ainsi, en mai 2017, l'État s'engageait pour un plan exceptionnel, obtenu de haute lutte, d'1,085 milliard d'euros, couvrant les secteurs-clés de l'économie guyanaise. Mais, parallèlement, le projet CMO engloutirait au moins 420 millions d'euros d'argent public (soit l'équivalent de près de 40% du plan exceptionnel), soit 560 000 euros publics pour chacun des 750 emplois directs annoncés ! Ce projet présente, par ailleurs, des risques dans la durée, pour les ressources en eau, pour la santé humaine et pour la biodiversité, sans commune mesure avec ce que cette exploitation minière pourrait « rapporter ». En bref, ce projet apparaît surtout comme le point de convergence entre des politiques, qui n'ont pas de projet ni de volonté pour la Guyane, et des intérêts privés, qui privilégient le court terme et la rentabilité de leurs investissements à des objectifs d'intérêt général du territoire. Comment alors penser un projet de développement et construire un avenir durable pour la Guyane ?

UN CADRE INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE STABLE

La Collectivité territoriale de Guyane, par son statut qui la place au sein de la République, bénéficie d'un environnement démocratique sur lequel peut s'appuyer les politiques publiques. Cette situation lui confère une stabilité unique dans la région. La Guyane doit pouvoir compter sur l'État stratège pour explorer et financer de nouvelles pistes de développement.



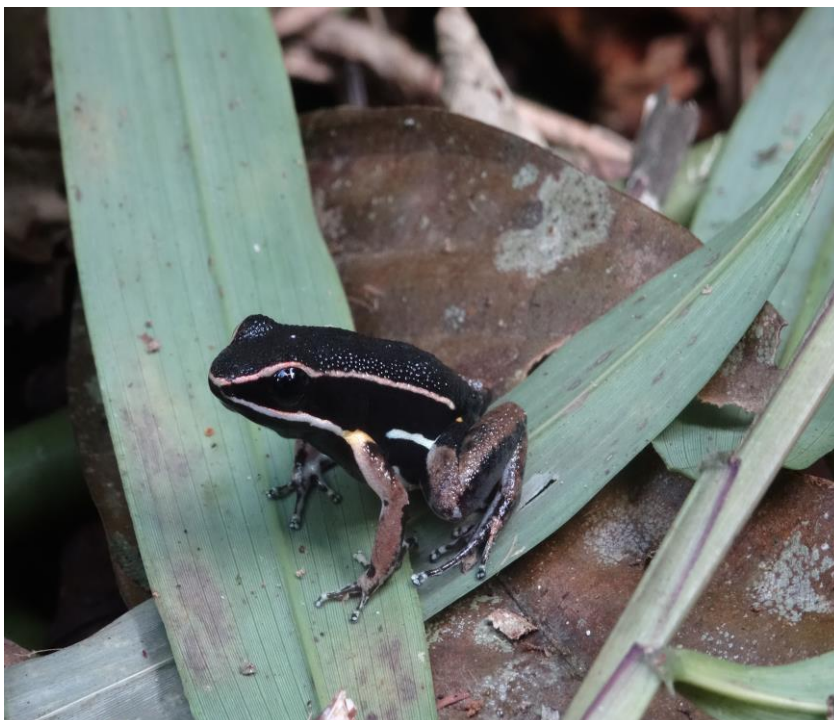
Une des singularités majeures de ce territoire en Amazonie est de faire partie de l'Europe.

La Guyane, représentante de l'Union Européenne en Amérique du Sud, doit bénéficier de cet atout pour affirmer sa présence dans la grande région.

Les populations de Guyane démontrent, jour après jour, leurs désirs de s'engager, de peser dans les réflexions et dans les décisions concernant les modèles de développement du territoire. Une société civile attentive et exigeante se fait entendre et propose des solutions.

UN XXI^{ÈME} SIÈCLE RICHE DE PERSPECTIVES

Le bon état écologique de la Guyane lui confère une place à part parmi les pays de la région et lui offre aussi des opportunités qu'il convient de traduire en projet de société. Affirmons notre singularité. Et engageons-nous dans des trajectoires de développement maîtrisées, respectueuses des savoirs et des usages durables, pour offrir un nouveau modèle qui apporte enfin des solutions à la Guyane.



Les domaines aux ressources porteuses de valeur ajoutée et d'emploi et basées sur les ressources locales sont nombreux, mais ils demandent un engagement dans le temps de l'État et de la Collectivité, comme le souligne un rapport de 2017 du CGEDD :

- Développement des énergies renouvelables, dont les énergies marines renouvelables (éolien, photovoltaïque, biométhane...),



- Amplification du développement de la filière bois existante, valorisation des produits et coproduits à forte valeur ajoutée issus des milieux forestiers, renforcement des formations et des structures d'appui professionnelles, développement de l'utilisation de nouvelles essences pour la construction ou l'ameublement, valorisation des produits secondaires de l'exploitation forestière (biomasse),
- Développement des filières aquacoles, amélioration de la connaissance des stocks, renforcement de la coopération régionale (au plan scientifique notamment) pour mettre en place des modalités d'exploitation durable de la ressource, valorisation des produits de la mer et leur transformation à forte valeur ajoutée, lutte contre la pêche illégale, soutien à l'émergence de projets d'aquaculture continentale et en eau douce par des partenariats techniques et financiers,
- Confortement et extension de l'agriculture vivrière traditionnelle, développement et valorisation des produits et coproduits de l'agriculture en recherchant des systèmes de production agricoles innovants pour atteindre une performance économique et environnementale,



- Utilisation de la richesse de la biodiversité, pour répondre aux besoins de nombreux domaines, comme l'alimentation et la santé. Les ressources génétiques de cette biodiversité exceptionnelle en Guyane peuvent conduire à une bio-prospection et déboucher sur des systèmes productifs et technologiques performants.
- Construction d'une stratégie concertée de développement de l'écotourisme, sous l'impulsion de l'État et des collectivités, pour développer une offre plus importante, et répondant à des durées, de séjour et à des budgets variés, pour aussi permettre aux différents acteurs de mieux connaître les différentes aides existantes,
- Dans une Guyane en pleine construction et avec une forte croissance démographique (3% par an en moyenne), l'adaptation de l'urbanisme et du BTP aux exigences locales constituent aussi des voies de développement.

Pour éviter de subir l'appétit féroce des transnationales, symboles d'un modèle des échecs passés, ne ratons pas ce rendez-vous historique que nous nous devons tous réussir collectivement.

Pour la Guyane, choisissons le XXI^{ème} siècle !

